



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE

DP/FPA/1997/10 (Part II)
10 mars 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session annuelle
12-23 mai 1997, New York
Point 2 de l'ordre du jour provisoire
FNUAP

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION

RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF POUR 1996 : APERÇU
DES PROGRAMMES RÉGIONAUX

1. En 1996, les activités menées par le FNUAP dans toutes les régions du monde ont porté essentiellement sur quelques grands thèmes : intégration de programmes de qualité relatifs à la santé en matière de reproduction dans les systèmes de soins de santé primaires des pays bénéficiant des programmes; prise en compte des besoins des adolescents dans le domaine de la santé en matière de reproduction; amélioration de la condition de la femme; développement des capacités nationales, y compris la création d'organisations non gouvernementales (ONG) et le renforcement des compétences dans les secteurs de la recherche et de l'analyse; amélioration de l'évaluation des activités entreprises au titre des programmes; et promotion de la coopération Sud-Sud.

Afrique

2. Malgré de nombreux obstacles, les programmes démographiques de population ont continué de se développer dans la plupart des pays africains en 1996. Dans la quasi-totalité des 45 pays relevant de la Division de l'Afrique, la volonté politique d'atteindre les objectifs fixés par la Conférence internationale sur la population et le développement est restée relativement ferme, tout au moins à la tête des gouvernements, et des progrès ont continué d'être enregistrés en vue d'amener les ONG et la société civile à appuyer des programmes de population, en particulier dans le domaine de la santé en matière de reproduction. Des signes encourageants (utilisation accrue de la contraception et baisse de la fécondité) ont été observés dans un nombre croissant de pays. Les restrictions budgétaires, l'existence d'autres secteurs en crise entre lesquels il faut répartir les maigres ressources disponibles, l'insuffisance du réservoir de main-d'oeuvre qualifiée et les troubles civils que connaissent plusieurs pays ont continué d'être les principaux obstacles entravant le développement, l'amélioration et la mise en oeuvre des programmes de population.

3. En mai 1996, le Bénin est devenu le dix-huitième pays d'Afrique subsaharienne à adopter une politique démographique d'ensemble. Plusieurs pays, dont la Côte d'Ivoire et la Namibie, ont reçu une aide afin de pouvoir élaborer des politiques similaires qui devraient être adoptées en 1997. D'autres, comme le Kenya, ont beaucoup progressé dans la mise à jour de politiques précédemment adoptées. Le FNUAP a apporté son soutien à la plupart des pays pour que les questions intéressant la population soient prises en compte dans les politiques et programmes sectoriels.

4. Sur le plan opérationnel, de nouveaux progrès ont été accomplis en 1996 en vue d'orienter les efforts déployés dans le domaine de la population au niveau national vers la réalisation des objectifs et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. En ce qui concerne la santé en matière de reproduction, par exemple, la plupart des pays ont poursuivi leurs efforts visant à restructurer les services de santé maternelle et infantile et/ou de planification familiale, qui étaient autrefois verticaux, sous forme de programmes intégrés de santé en matière de reproduction. Dans l'ensemble, le FNUAP a contribué à ces efforts en participant à la formation du personnel médical aux systèmes intégrés de prestation de services, y compris la maternité sans risques et les procédures d'orientation, et aux activités d'information, d'éducation et de communication (IEC) qui s'y rapportent, et en intervenant auprès des ministères de la santé et d'organismes gouvernementaux, ainsi que des dirigeants, afin de les sensibiliser à l'importance de la santé en matière de reproduction. L'aide que le Fonds a fournie pour couvrir les dépenses en monnaie forte liées aux services de santé en matière de reproduction (contraceptifs, équipement médical, véhicules de supervision et de soutien logistique) s'est avérée décisive dans plusieurs pays, en particulier après que d'autres principaux donateurs se sont retirés de certains d'entre eux.

5. En dépit des efforts déployés, les services de santé en matière de reproduction ne sont toujours accessibles qu'à une minorité, sauf dans quelques pays, tels que le Botswana, le Kenya, Maurice et le Zimbabwe. C'est pourquoi, dans la plupart des autres pays de la région, le FNUAP s'est efforcé d'intégrer ces services dans l'infrastructure des systèmes de santé publique. Malgré les problèmes budgétaires et de personnel auxquels se heurtent les gouvernements, cette démarche a été jugée stratégiquement judicieuse car, dans la plupart des cas, c'est la formule qui permet de venir en aide au plus grand nombre. Toutefois, le secteur public ne pouvant pas à lui seul répondre à tous les besoins, le Fonds a apporté son concours aux ONG et a participé à la création de services de sensibilisation au niveau local, notamment en Éthiopie, au Ghana, au Malawi et au Zimbabwe.

6. Une autre particularité notable de l'évolution des programmes de santé en matière de reproduction dans la région est le fait que l'on ait accordé une attention considérable aux activités d'IEC, ainsi qu'aux services pour adolescents, et que l'on soit intervenu beaucoup plus tôt qu'on ne l'avait fait pour les autres régions dans l'action menée en faveur de la population au niveau national. Le FNUAP a joué un rôle de premier plan dans la prise en compte des préoccupations des adolescents relatives à la santé en matière de reproduction ainsi que dans l'établissement de systèmes de prestation de services novateurs à l'intention de ce groupe. En outre, il a beaucoup fait pour que les services de

base et les activités d'information dans ce domaine portent également sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles (MST), en particulier le VIH/sida. Ainsi, il a participé activement aux initiatives que l'ONUSIDA a prises au niveau national. Il a également apporté son appui aux activités de sensibilisation qui ont été menées dans certains des pays où les mutilations génitales des femmes sont le plus répandu, afin d'en réduire l'incidence.

7. Le FNUAP reste le principal donateur dans la région pour ce qui est des activités de préparation à la vie familiale et à la vie en société qui sont menées dans les écoles, considérées comme le cadre naturel pour atteindre un large public d'adolescents. Il reste que ces efforts ont parfois des effets contraires au but recherché, comme au Kenya, où les activités susmentionnées ont été assimilées à un endoctrinement prématuré portant sur des questions délicates que la famille était mieux à même d'aborder. D'autres méthodes ont donc été utilisées dans ce pays, aussi bien à l'école (conseillers) qu'en dehors (scoutisme). En fait, le scoutisme a servi à sensibiliser les jeunes dans plusieurs autres pays, notamment le Cameroun, Madagascar, le Sénégal et le Zimbabwe. L'expérience kényenne met en évidence la nécessité de parvenir à un consensus avant d'aborder les questions relatives à la vie familiale dans l'ensemble du système scolaire.

8. Les efforts qui ont été déployés afin de s'attaquer aux problèmes spécifiques des femmes ont consisté essentiellement à développer la capacité des organismes publics et des ONG de mener des campagnes d'information, et à recueillir et à analyser les données nécessaires à l'organisation et à l'exécution d'activités de développement tenant compte des sexospécificités. Les comités qui ont été institués en vue de dégager un consensus concernant les pratiques traditionnelles préjudiciables telles que la mutilation génitale des femmes ont reçu un accueil assez tiède dans bon nombre de pays où cette pratique est répandue. Les progrès accomplis ont varié considérablement d'un pays à l'autre : dans certains, les activités d'information initiales ont suscité des réactions très vives qui allaient à l'encontre du but recherché, alors que, dans d'autres, comme l'Ouganda, l'incidence de la mutilation génitale des femmes a sensiblement baissé dans la partie – relativement limitée – du pays où cette pratique représentait une tradition.

9. Le renforcement des capacités dans la région de l'Afrique reste un objectif prioritaire. En 1996, 20 missions d'analyse des programmes et d'élaboration de stratégies (APES) ont été menées et, dans tous les cas, la participation des partenaires nationaux a été beaucoup plus importante que par le passé, le but de l'exercice étant de responsabiliser davantage les gouvernements et les ONG pendant la mise en oeuvre des programmes. Pendant les missions d'APES, l'accent a été mis sur les moyens qui permettraient de mieux orienter les efforts déployés dans le domaine de la population au niveau national vers la réalisation des objectifs de la Conférence internationale sur la population et le développement, ainsi que sur l'opportunité de mettre en place des programmes plutôt que des projets isolés.

10. En 1996, les bureaux extérieurs du FNUAP ont poursuivi leurs efforts visant à diversifier les partenaires nationaux participant aux programmes de population. Le nombre de projets exécutés directement par des ONG est passé

de 31 en 1993 à 68 à la fin de 1996, et les dépenses engagées au titre des projets ont également augmenté (4,3 millions de dollars en 1996 contre 1,5 million en 1993). Ces chiffres ne reflètent pas pleinement le surcroît d'activités des ONG car ils ne tiennent pas compte de la place importante qu'elles occupent, souvent du fait des campagnes menées par le FNUAP, dans de nombreux projets dont elles ne sont pas le principal agent d'exécution. Les nouveaux partenaires ne sont pas tous choisis parmi les ONG ayant une longue expérience des questions intéressant la population, tels que les organismes nationaux affiliés à la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF), puisqu'on trouve également des organisations religieuses et des organisations de femmes et de jeunes qui opèrent au niveau des collectivités et qui étaient autrefois marginalisées. Le FNUAP a également joué un rôle capital dans l'établissement d'embryons d'ONG dans les pays où il n'en existait pas.

11. En 1996, l'appui apporté à la recherche directement liée à la mise en oeuvre des programmes a continué de s'accroître, surtout pour ce qui est des enquêtes sur les obstacles socioculturels qui entravent l'amélioration de la santé en matière de reproduction, tels que les pratiques et les comportements traditionnels. Toutefois, une assistance a également été fournie pour la collecte de données à grande échelle, comme en témoignent les recensements effectués en Érythrée et au Mozambique, qui revêtent une très grande importance pour les gouvernements de ces pays, et les enquêtes sur les migrations menées dans plusieurs pays, dont la Côte d'Ivoire.

12. Dans le cadre de ses activités régionales, le FNUAP a collaboré étroitement avec l'ensemble des organismes des Nations Unies en vue d'établir des stratégies communes à l'occasion de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique. Dans le volet de l'Initiative relatif à la santé, le FNUAP a coopéré avec l'OMS, l'UNICEF, le PNUD et la Banque mondiale à la définition des priorités, dont une était la prise en compte des soins de santé de base en matière de reproduction dans tous les services de soins de santé primaires ainsi que dans la réforme du secteur de la santé.

13. Le FNUAP a financé plusieurs réunions et conférences régionales importantes. À la deuxième Conférence régionale des femmes africaines ministres et parlementaires, tenue en octobre à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), des ministres et des parlementaires de 34 pays ont participé activement à un programme conçu pour les doter d'une connaissance pratique des questions intéressant la population et des activités de sensibilisation. Sous les auspices de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le FNUAP et le Gouvernement sénégalais ont organisé conjointement un séminaire régional à l'issue duquel les participants ont déclaré qu'il existait indubitablement un lien entre l'aménagement des zones urbaines et l'accroissement de la population. Le FNUAP a également pris part à une conférence ayant pour thème "La crise, la pauvreté et l'évolution démographique dans les pays subsahariens", qui a eu lieu en novembre au Burkina Faso. En outre, il s'est joint à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) afin d'organiser une réunion technique chargée de trouver des moyens de réduire le coût des recensements effectués dans la région et d'en améliorer la qualité. À la suite de la Conférence internationale sur la population et le développement, le Fonds a participé à un forum régional sur l'enseignement de la

santé en matière de reproduction dans les écoles attachées à la promotion de la santé. Le forum s'est tenu en septembre au Burkina Faso.

14. Grâce à l'approbation d'un nouveau projet par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), les conditions étaient réunies pour poursuivre les activités de sensibilisation auprès des hauts responsables gouvernementaux. Dans le cadre de ce projet, une assistance a été fournie pour l'organisation de la Conférence africaine sur l'émancipation des femmes par l'alphabétisation fonctionnelle et l'éducation, qui s'est déroulée en septembre à Kampala. Les recommandations formulées par la Conférence ont servi de base à des activités de mobilisation menées auprès des gouvernements dans l'ensemble de la région.

15. Pour faire en sorte que les réfugiés puissent bénéficier de services de santé de base en matière de reproduction, un projet autorisant la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à fournir des services aux Rwandais réfugiés au Zaïre a été approuvé en 1996. La dispersion des réfugiés rwandais et le retour d'un grand nombre d'entre eux dans leur pays ont toutefois entravé le déroulement des opérations. En République-Unie de Tanzanie, un projet similaire s'est poursuivi jusqu'à la fin de l'année, mais d'autres groupes de réfugiés en bénéficieront désormais puisque la majorité des Rwandais sont rentrés chez eux. Dans plusieurs autres pays où les réfugiés se sont mélangés à la population locale, l'assistance du FNUAP consiste à aider à l'établissement de réseaux standard pour que les pouvoirs publics et les ONG puissent fournir des services de santé en matière de reproduction aux deux groupes.

16. Les échanges de données d'expérience Sud-Sud ont été encouragés en 1996. Le FNUAP a permis à un grand nombre de stagiaires d'assister à des programmes de formation régionaux qui se sont tenus au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, à Maurice et au Sénégal, et il a collaboré à l'élaboration d'un programme sous-régional d'échange d'informations auquel participaient au départ le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie.

Les États arabes et l'Europe

États arabes

17. Bien que les indicateurs sociaux enregistrés dans les pays arabes fassent état de conjonctures très variées, ces pays ont plusieurs problèmes en commun, l'un des plus importants étant le maintien de taux de mortalité maternelle élevés en raison de l'insuffisance des soins puerpéraux de base et des structures sanitaires d'accueil. La qualité et la facilité d'accès des services de santé en matière de reproduction et des services d'information connexes est un autre problème majeur qu'aggrave souvent le lourd déséquilibre entre développement urbain et rural.

18. Le statut des femmes et des fillettes pose un autre défi aux États de la région. Bien que la condition de la femme se soit améliorée dans certains de ces pays, dans d'autres, les femmes se heurtent encore à de gros obstacles sociaux, économiques et juridiques pour faire valoir leurs droits. Certaines pratiques traditionnelles nuisibles, comme les mutilations génitales des femmes, sont toujours couramment suivies. On constate aussi un écart considérable entre

les taux d'alphabétisation des hommes et des femmes dans toute la région. En dépit de ces problèmes, les gouvernements sont tous attachés aux questions de population et de développement. Parmi les facteurs qui expliquent ce contexte favorable, on rappellera que les pays arabes ont toujours eu une politique en matière de population et qu'ils ont réaffirmé leur adhésion aux buts et objectifs du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Cela dit, l'essor de la coopération Sud-Sud a permis aux pays qui ont le plus d'expérience dans ce domaine de faire bénéficier de leurs compétences ceux qui ne s'intéressent aux questions de population et de développement que depuis peu.

19. Le FNUAP a continué d'entretenir l'élan suscité par la CIPD dans les États arabes, bien que la concrétisation du Programme d'action ait beaucoup varié d'un pays à l'autre. En 1996, les pays de la région où la notion de santé en matière de reproduction n'avait pas encore eu d'application pratique ont fait de gros efforts pour combler leur retard en remaniant leurs politiques de développement en fonction des nouveaux mots d'ordre lancés par la CIPD et en déclarant clairement leurs objectifs. Parmi ces pays figurent l'Algérie, où le Conseil économique et social national a entrepris une étude approfondie de la politique nationale actuelle en matière de population sur la base des recommandations de la CIPD. L'Autorité palestinienne et les Gouvernements du Liban et du Soudan ont adopté officiellement une approche globale de la santé maternelle et de la santé en matière de reproduction. Ces mesures ont été en partie appliquées dans le cadre des missions d'examen des programmes et d'élaboration de stratégies effectuées dans ces pays avec l'aide technique du FNUAP. Une conférence nationale sur la santé en matière de reproduction s'est tenue à Bagdad (Iraq) au mois d'octobre, au cours de laquelle le Ministre de la santé a réaffirmé la politique de soutien à la planification familiale de son gouvernement. Au Yémen, la stratégie en matière de population a été mise à jour dans le cadre des préparatifs de la deuxième Conférence sur la politique en matière de population, tenue cinq ans après la proclamation de la stratégie initiale. Cet exercice a permis au Gouvernement de faire le bilan des succès remportés et de réviser les objectifs nationaux quantifiables en matière de population en modifiant en conséquence les stratégies visant à les réaliser.

20. Des réformes institutionnelles ont également été engagées à la suite de ces réorientations politiques. Par exemple, au Soudan, une Direction générale de la santé en matière de reproduction a été créée en remplacement du service de santé maternelle et infantile du Ministère de la santé et un atelier a été organisé afin d'élaborer un plan d'activités quinquennal pour la santé en matière de reproduction. En Algérie, la volonté du Gouvernement de promouvoir une approche intégrée de l'exécution des programmes de population s'est traduite par la création, au mois d'octobre, d'un Comité intersectoriel de la population au sein du Ministère de la santé et de la population.

21. Le FNUAP a collaboré étroitement avec ses homologues nationaux et ses agents d'exécution pour mieux moduler et faire appliquer les directives de santé en matière de reproduction, notamment sur la planification familiale et la santé sexuelle, et pour assigner des priorités dans les nouveaux programmes et les programmes en cours. Par le biais d'une formation et d'un soutien logistique, le FNUAP aide les pays à renforcer les capacités des institutions publiques centrales et provinciales, à suivre et évaluer les programmes et à fournir des

services de qualité dans le domaine des soins puerpéraux et de la planification familiale, et à prévenir et traiter les infections de l'appareil génital et les MST, notamment le VIH/sida. Ainsi, en 1996, il a prêté son concours aux programmes nationaux de planification familiale, dont ceux de la Jordanie et de la République arabe syrienne, qui ont commencé à intégrer une large gamme de services de santé en matière de reproduction aux infrastructures courantes de SMI/PF. Les ONG nationales, notamment les associations nationales de planification familiale affiliées à la Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) en Iraq, en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, au Soudan et au Yémen, ont continué à jouer un rôle moteur dans la création de services de santé en matière de reproduction et la prestation de services connexes d'IEC.

22. En outre, on s'est davantage attaché à intégrer la santé en matière de reproduction des adolescents à un certain nombre de programmes, et ce, en dépit des freins socioculturels et des tendances conservatrices qui caractérisent certains pays. Les dirigeants et les responsables communautaires prennent de plus en plus conscience de l'importance de cette question, et les initiatives prises par les gouvernements et les ONG dans ce domaine ont été mieux coordonnées. Ainsi, avec l'appui du FNUAP et d'autres donateurs, plusieurs pays de la région ont lancé de nouveaux programmes de santé sexuelle et en matière de reproduction à l'intention des jeunes. Le FNUAP s'est assuré le concours d'autres collaborateurs du secteur et un accord conjoint a été signé avec l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO) en 1996.

23. Au Yémen, le Ministre de la jeunesse et des sports a pris une initiative novatrice consistant à prêter des services d'éducation, d'information et de conseils à des jeunes des deux sexes qui font partie de l'Association des éclaireurs et éclaireuses. En Jordanie, les ONG nationales ont intensifié les travaux destinés aux jeunes en optant pour des vecteurs originaux tels que spectacles de marionnettes, tournées théâtrales, et camps de vacances de jeunes. Afin de faciliter la diffusion d'informations précises et fiables sur la santé sexuelle auprès des jeunes gens et jeunes filles, l'Association jordanienne de la planification et de la protection familiale a formé un groupe d'animateurs. En Égypte, dans le cadre d'un projet novateur exécuté par l'IPPF, on a commencé à former des jeunes au sein de la Fédération des éclaireurs et éclaireuses et de l'Association des jeunes pour la population et le développement afin qu'ils puissent éduquer leurs pairs dans les domaines de l'émancipation de la femme, de la santé sexuelle et de la santé en matière de reproduction, en étant familiarisés aux méthodes de formation participatives. À Djibouti, une activité pilote a été lancée en collaboration avec le Ministère de l'éducation pour mettre les questions de santé familiale au programme d'une émission radiophonique intitulée "Les jeunes répondent aux jeunes" qui a été bien accueillie par la jeunesse. Pour consolider cette nouvelle tendance, et dans le cadre de son action de plaidoyer visant à promouvoir la santé en matière de reproduction dans la région, le FNUAP a organisé une réunion régionale qui comptait plus de 60 représentants de gouvernements, d'associations de jeunes et d'ONG.

24. Dans de nombreux pays de la région, l'accent est de plus en plus mis sur la qualité de vie et sur le respect des droits de l'homme. En Égypte, en

juillet 1996, le Ministre de la santé a interdit la pratique des mutilations génitales des femmes dans les hôpitaux publics. Le FNUAP s'est réjoui de cette initiative qui constitue une étape importante vers l'élimination de cette pratique traditionnelle nuisible. Des ministres, des experts et des représentants des ONG ont participé à la Réunion régionale arabe sur le thème "Beijing un an après" pour faire le bilan des mesures amorcées pour donner suite aux recommandations du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, échanger des informations et constituer des partenariats. Le FNUAP a appuyé un forum des ONG qui a organisé une réunion-débat sur la santé en matière de reproduction et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En Jordanie, le Cabinet a approuvé en mars 1996 une stratégie détaillée en matière de population et, en septembre, a publié un décret déléguant au Comité national pour les femmes la responsabilité de planifier, exécuter et suivre la stratégie nationale sur la condition féminine et de superviser les réformes juridiques en vue de l'amélioration du statut de la femme.

25. Le FNUAP a également financé la tenue de plusieurs ateliers nationaux visant à renforcer les moyens dont ses homologues nationaux disposent pour appliquer, suivre et évaluer les programmes de population. Ces ateliers ont permis de former du personnel de santé à la prestation de services de santé en matière de reproduction en Jordanie, au Liban, en Iraq, en République arabe syrienne, en Somalie, au Soudan et au Yémen. Comme indiqué plus haut, il est devenu indispensable pour la plupart des programmes de la région d'encourager les ONG nationales à participer au processus d'élaboration et d'exécution de politiques en matière de population. En Tunisie, conformément aux nouvelles priorités du Gouvernement, on a de plus en plus recours aux ONG pour dispenser des services d'information et de soins de santé en matière de reproduction dans les zones rurales éloignées. Pour renforcer les capacités des ONG de participer activement à l'exécution des programmes nationaux en matière de population, le FNUAP a organisé une réunion régionale en Jordanie qui a réuni les représentants de 28 ONG et de 22 institutions publiques. Les participants ont recensé les moyens par lesquels les ONG pouvaient mieux participer aux activités et coordonner leur action avec des partenaires concernés, notamment les institutions gouvernementales et le secteur privé, dans des domaines tels que le plaidoyer et la prestation de services à des groupes particuliers.

26. En 1996, l'étude démographique régionale sur la maternité et la santé (PAPCHILD) et l'enquête sur la santé de la famille dans le Golfe a permis de recueillir plusieurs indicateurs relatifs à la démographie et à la santé en matière de reproduction à Bahreïn, aux Émirats arabes unis, au Liban, à Oman et au Soudan. Dans le cadre de l'étude régionale, des travaux d'interprétation détaillés du volet concernant la santé en matière de reproduction sont en cours au Maroc. D'autres indicateurs sont actuellement établis au niveau des pays par le biais d'enquêtes financées par le FNUAP comme l'enquête sur la morbidité dans le domaine de la santé en matière de reproduction en République arabe syrienne, qui est maintenant terminée et dont les résultats d'analyses sont en cours de publication. L'un des buts de ces importants exercices est de fournir aux pays des critères leur permettant d'évaluer les progrès accomplis pour réaliser les buts de la CIPD. Des indicateurs de prestation de services doivent être élaborés par le biais d'un projet régional bénéficiant du concours du Conseil de la population, qui facilitera l'établissement de bilans de situation en Jordanie

et au Yémen pour lesquels les gouvernements concernés ont déjà procédé à des consultations préalables aux activités sur le terrain.

27. Le FNUAP continue d'appuyer les efforts systématiquement déployés pour évaluer la progression et l'impact de ses programmes. Presque tous les programmes du FNUAP concernant la Division des États arabes et de l'Europe ont subi plus d'une catégorie d'évaluation. En 1996, le FNUAP a financé l'évaluation finale de 33 projets de pays et de cinq projets régionaux. Les données extraites de ces évaluations ont été systématiquement utilisées lors des phases ultérieures du programme. Par exemple, au Maroc, une évaluation externe du Centre de recherche et d'études démographiques (CERED) a montré que l'aide apportée par le FNUAP avait contribué pour une large part à l'institutionnalisation du Centre en tant qu'institution autonome du Ministère de la population. L'évaluation a contribué à définir le rôle futur du Centre qui devra assurer le secrétariat technique des Commissions nationales et provinciales de la population.

Europe centrale et orientale

28. Comme on pouvait s'y attendre, les indicateurs démographiques des pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique ont subi le contrecoup de la baisse du niveau de vie liée aux tensions économiques dans la région. Les données recueillies montrent que les taux d'accroissement de la population sont restés négatifs dans plusieurs pays, ou sont demeurés très bas dans le reste de la région (se situant entre 0,7 % et 1 % par an). Dans la plupart des pays, cette tendance est due au déclin des indices synthétiques de fécondité et à la hausse des taux généraux de mortalité et de l'émigration, qui résultent à leur tour de l'effondrement du système de santé public et d'une nouvelle détérioration des niveaux de vie.

29. Conscient de l'importance et de l'urgence qu'il y a à aider les pays à économie en transition à combler leur retard technique dans les domaines de la population et de la santé en matière de reproduction, le Conseil d'administration a approuvé en 1995 la création de deux bureaux extérieurs du FNUAP, dont l'un en Roumanie (qui desservira les pays suivants : Bélarus, Estonie, Fédération de Russie, Lettonie, Lituanie, Moldova, Pologne, Roumanie, Slovaquie et Ukraine) et l'autre en Albanie (qui couvrira l'Albanie, l'Arménie, la Bulgarie et la Georgie). Cette présence sur le terrain doit permettre une meilleure coordination des activités amorcées avec l'aide du FNUAP, des relations plus suivies avec d'autres organismes et programmes intervenant dans ces pays, y compris l'ONUSIDA, et un éventuel élargissement aux pays où le FNUAP n'a apporté aucune aide à ce jour. Les deux nouveaux bureaux du FNUAP sont devenus opérationnels en 1996.

30. Les indicateurs sanitaires continuent de beaucoup préoccuper les gouvernements de la région. L'espérance de vie reste faible et dans certains pays, elle ne cesse de baisser, surtout pour les hommes. Qui plus est, dans de nombreux pays, le nombre d'avortements provoqués continue de dépasser le nombre de naissances vivantes et tout semble indiquer que dans la plupart des pays de la région, les couples continuent d'avoir recours à l'avortement comme moyen de contrôle de la fécondité. Cela est dû en partie à l'accès limité aux contraceptifs modernes dans le secteur public comme dans le secteur privé. Par

ailleurs, les professionnels de santé ont hésité à promouvoir l'usage de ces contraceptifs car la pratique de l'avortement leur permet de compléter des salaires généralement bas. Pour enrayer la tendance actuelle, le FNUAP a soutenu une stratégie pour l'Europe centrale et orientale et les pays de l'ex-Union soviétique qui vise à faciliter la transition de la pratique actuelle, qui fait de l'avortement un moyen de régulation de la fécondité, à une approche axée sur la notion de santé en matière de reproduction. La prestation de services techniques s'impose pour renforcer les capacités nationales qu'ont les agents de santé de répondre aux besoins de la population, et l'on organise à cette fin des ateliers nationaux et régionaux sur les moyens de contraception, la prévention et le traitement des infections de l'appareil génital, notamment des MST, qui sont en hausse, et la prise en charge des autres affections de l'appareil génital, notamment le cancer du col de l'utérus et le cancer du sein.

31. Pour traiter du problème préoccupant de l'accès limité à l'information et aux services de santé, le FNUAP continue d'aider les gouvernements à développer ces services, s'agissant surtout des soins de santé primaires. Outre la formation de prestataires de services au niveau national ou régional, le FNUAP fournit également une aide pour l'achat de contraceptifs, de matériels d'IEC et de matériel médical. Le FNUAP a fourni des contraceptifs à la Pologne, à la Moldova, à l'Arménie et à la Georgie. En Bosnie-Herzégovine, le FNUAP, en collaboration avec l'OMS, fournit des trousseaux de santé en matière de reproduction aux dispensaires publics. Le personnel reçoit une formation afin d'améliorer la qualité des soins et faciliter l'accès des femmes aux services de santé en matière de reproduction. En outre, le FNUAP a approuvé un projet d'aide aux populations en situation d'urgence. Ce projet est mis en oeuvre par une ONG, Marie Stopes International et vise à fournir des services de santé en matière de reproduction aux femmes réfugiées dans des "centres collectifs" répartis dans tout le pays.

32. Étant donné l'incidence croissante des MST, dont le VIH/sida, surtout chez les jeunes et les adolescents, la prise en compte de la sexualité des adolescents est un volet important de l'action du FNUAP dans la région. Par exemple, comme le manque d'informations sur les MST et la pauvreté des moyens mis en oeuvre pour prévenir la transmission des maladies sont considérés comme un problème majeur en Fédération de Russie, le FNUAP appuie actuellement deux projets d'éducation sexuelle. Il est également en train d'examiner une proposition émanant du Ministère polonais de la santé visant à créer un centre de dépistage national pour la détection et le traitement des MST.

33. Le renforcement des capacités nationales reste une grande composante du soutien du Fonds aux pays d'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique. En Roumanie, un projet appuyé par le FNUAP a été mis en place pour renforcer les services de planification familiale des centres d'accueil et des dispensaires locaux dans l'ensemble du pays. En Albanie, 1996 était la dernière année du premier programme d'assistance du FNUAP. Une mission d'analyse des programmes et d'élaboration des stratégies a eu lieu en septembre/octobre pour examiner le programme avant son achèvement et faire des recommandations pour le programme d'assistance suivant. Compte tenu des résultats et des recommandations de la mission, un nouveau programme de pays (1997-2000) a été formulé qui porte exclusivement sur la santé en matière de reproduction, y compris la planification familiale et la santé sexuelle. Par le biais de deux programmes

régionaux exécutés par la faculté de médecine de l'Université de Debrecen, en Hongrie, et l'École de santé publique des Pays-Bas, trois cours s'adressant à des professionnels de santé de haut niveau d'Europe centrale et orientale et d'ex-Union soviétique ont eu lieu en 1996.

34. Les ONG qui s'intéressent aux questions de santé en matière de reproduction constituent encore un phénomène relativement nouveau dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique. Leur nombre s'accroît toutefois rapidement. En Albanie, par exemple, 300 ONG environ ont été officiellement enregistrées en l'espace de trois années. En général, la plupart des ONG manquent encore d'effectifs, de compétences et de qualifications techniques et de structures de gestion financière. Néanmoins, le FNUAP les aide à apporter un complément aux initiatives gouvernementales dans le domaine de la santé en matière de reproduction, s'agissant notamment des questions délicates comme les services de santé en matière de reproduction pour adolescents et le rôle des hommes dans la planification familiale.

35. Bien que l'accent soit principalement mis sur la santé en matière de reproduction, l'aide à la collecte de données et à la recherche reste un domaine important de l'appui apporté par le FNUAP à la région dans le cadre de ses efforts pour renforcer les capacités nationales. À cet égard, on s'est efforcé de réorienter l'axe de la recherche, en passant de la démographie aux questions de reproduction. Par exemple, le FNUAP a financé la réalisation et la publication d'une étude approfondie sur la mortalité maternelle et l'avortement en Roumanie. En Arménie, le FNUAP a appuyé la recherche sur les facteurs socioculturels du comportement procréateur et du comportement sexuel des adolescents arméniens. La mise en oeuvre de quatre projets régionaux a été approuvée par la Commission économique pour l'Europe (CEE). Ces projets permettront de tenir à jour une base de données sur les migrations internationales et les personnes âgées et de recueillir de nouvelles données sur le comportement sexuel et la fécondité dans ces pays. Une évaluation des trois projets régionaux précédents réalisés en Europe ont mené à l'élaboration d'un cadre conceptuel qui a servi à la programmation des activités régionales ultérieures. Parmi les conclusions les plus importantes de l'évaluation, on citera la nécessité de renforcer les capacités locales par une formation de haut niveau des démographes et des statisticiens, la création de réseaux permanents pour l'échange d'informations, notamment entre les pays de l'ex-Union soviétique, et la prise en compte des choix et des pratiques actuels en matière de fécondité et de contraception.

Asie et Pacifique

36. La région de l'Asie et du Pacifique qui, dès 1995, avait lancé des activités de plaidoyer et d'autres initiatives visant à appuyer le Programme d'action de la Conférence mondiale sur la population et le développement a, en 1996, obtenu bon nombre de résultats concrets sur le plan politique comme au niveau des programmes. C'est ainsi qu'en Mongolie, le Parlement a approuvé une politique intersectorielle visant à réduire d'un tiers la mortalité des nourrissons et la mortalité infantile, et de moitié la mortalité liée à la maternité, à encourager l'espacement des naissances pour améliorer la santé des femmes et des enfants et à maintenir la croissance démographique annuelle à un taux au moins égal à 1,8 %. En outre, le Conseil des ministres a décidé de

mettre sur pied un Conseil national des questions féminines qui sera présidé par le Ministre de la santé et du bien-être social. L'Inde s'en est tenue à la stratégie qu'elle a adoptée et qui consiste à passer progressivement d'une démarche axée sur les objectifs à une méthode centrée sur les besoins et dans le cadre de laquelle priorité est donnée à la qualité des soins, de nouveaux indicateurs devant permettre de mesurer les besoins et le degré de satisfaction des clients sont mis au point et une formation est offerte aux agents sanitaires. Aux Philippines, un projet de loi sur la population, élaboré avec l'aide du FNUAP a été présenté. Ce texte devrait, s'il était adopté, donner lieu à l'application d'une politique de la population plus holistique visant à lutter contre les inégalités et à démarginaliser certains secteurs tels que les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les populations autochtones.

37. La région, dans son ensemble, a accompli d'important progrès en ce qui concerne la mise en oeuvre de la partie du Programme d'action de la Conférence sur la population et le développement qui a trait à la population et elle est parvenue en particulier à donner un caractère concret, par la prestation de services, la mise en oeuvre d'une stratégie d'information, d'éducation et de communication et la réalisation d'activités de plaidoyer, à l'approche qui avait été adoptée dans le domaine de la santé en matière de reproduction. Pour ce faire, des modifications ont été apportées aux programmes de pays en cours ainsi qu'à la conception des nouveaux programmes du Cambodge, de Sri Lanka et du Viet Nam qui doivent démarrer en 1997 et ont été approuvés par le Conseil d'administration en 1996. En outre, des missions d'analyse des programmes et d'évaluation des stratégies ont eu lieu au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde, en Mongolie et au Népal. Ces missions ont servi à préparer les programmes de pays qui devraient être soumis au Conseil d'administration en 1997. En Indonésie, des efforts concertés et coordonnés par le Ministère d'État chargé de la condition féminine ont été déployés en vue de mieux sensibiliser le public aux problèmes que posaient les taux élevés de mortalité liée à la maternité, aux causes et aux conséquences de cette mortalité et aux moyens qui permettraient de lutter contre ce fléau en collaboration avec les pouvoirs publics et les ONG. En 1996, année durant laquelle devait s'achever le programme de la Mongolie, les activités prévues au titre de ce programme ont été presque toutes menées à bien. Le FNUAP a dispensé une formation à la santé en matière de reproduction à 125 agents sanitaires de haut niveau et à 54 médecins de neuf provinces.

38. L'adoption progressive d'une approche intégrée dans le domaine de la santé en matière de reproduction a soulevé quelques problèmes. Dans certains pays, ces obstacles sont d'ordre institutionnel (par exemple, au Bangladesh, les services de santé et les services de planification familiale relèvent de deux directions parallèles) et on est en train d'étudier des moyens d'y remédier. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, il faudrait rechercher de nouveaux moyens qui permettent d'incorporer systématiquement les services de santé en matière de reproduction au système de santé existant, notamment au programme de formation des agents sanitaires. Les autres contraintes sont d'ordre financier : en effet, dans certains cas, la détérioration de la situation économique, les programmes d'ajustement structurel ou la diminution de l'aide des donateurs internationaux peuvent être préjudiciables pour les programmes de santé.

39. La santé des adolescents en matière de reproduction tend de plus en plus à être considérée comme un des domaines auxquels le FNUAP devrait accorder la

priorité. C'est ainsi qu'à Sri Lanka, le FNUAP a aidé le Conseil national des services pour la jeunesse à lancer un projet pilote qui visait à sensibiliser les jeunes non scolarisés aux problèmes de santé en matière de reproduction et grâce auquel le Conseil a pu adopter un programme de santé en matière de reproduction qui continuera d'être exécuté dans le cadre du nouveau programme. Le FNUAP a aidé à publier un ouvrage éducatif du Comité national pour la santé des adolescents.

40. Les gouvernements des pays asiatiques ont, pour la plupart, une longue expérience de la planification et de la mise en oeuvre des programmes de population qui font principalement appel à des moyens d'exécution nationale. Comme l'on tend de plus en plus à privilégier les approches axées sur la santé en matière de reproduction, il est nécessaire de renforcer les moyens dont disposent les pays pour s'orienter dans cette direction. Durant l'année écoulée, de nombreux gouvernements ont tiré parti de l'aide du FNUAP pour offrir, au Bhoutan, au Népal, aux Philippines, à Sri Lanka et en Thaïlande, des bourses, des voyages d'études et des cours de formation spécialisée organisés sur place à des prestataires de services, des décideurs, des responsables de programmes et autres fonctionnaires. En outre, il existe encore dans la région un tout petit nombre de pays auxquels le FNUAP n'offre une assistance importante que depuis une période relativement récente ou qui, pour d'autres raisons, auraient besoin d'une aide supplémentaire. L'assistance offerte aux pays d'Asie centrale, au Myanmar et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée répond à ce type de besoin.

41. Il est encourageant de noter que si certains pays sont réticents à l'idée d'associer plus étroitement les ONG à l'exécution des programmes, d'autres semblent en revanche y être devenus plus favorables. C'est ainsi qu'au titre du nouveau programme de l'Inde, les ONG indiennes devraient recevoir environ 10 % des fonds alloués par le FNUAP. Aux Philippines, le FNUAP a aidé à organiser plusieurs ateliers destinés à aider les ONG à exécuter des programmes de santé en matière de reproduction. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les liens de collaboration entre les pouvoirs publics et les ONG se sont resserrés depuis que le Gouvernement a adopté une politique qui officialise un certain nombre de mécanismes visant à encourager la collaboration avec les ONG et une nouvelle instance, le Papua New Guinea Watch Council a été créé à cet effet. Deux ONG locales, le National Council of Women et le YWCA (Union chrétienne féminine) ont récemment été choisis en tant qu'agents d'exécution.

42. Le FNUAP s'est non seulement servi de ressources prélevées sur son propre budget ordinaire pour renforcer les capacités des ONG dans les pays qui en avaient fait la demande, mais il s'est aussi vu confier à cette fin des fonds multilatéraux et bilatéraux. C'est ainsi que le Gouvernement néerlandais aide actuellement, par l'intermédiaire du FNUAP et en collaboration avec la Fédération internationale pour le planning familial, à mettre en place des associations nationales de planification familiale dans six républiques d'Asie centrale dont il entend renforcer les capacités et auxquelles il a fourni du matériel et une formation. Aux Maldives, on a lancé un projet multilatéral qui, exécuté en collaboration avec l'Union européenne, doit aider à renforcer les organisations féminines dans certaines îles, à sensibiliser les ONG nationales aux problèmes de santé en matière de reproduction et à mobiliser l'opinion publique en faveur de cet objectif.

43. Dans plusieurs pays, le suivi des programmes en cours s'est fait au moyen d'examens tripartites, d'examens finals de projets, d'examens à mi-parcours et d'évaluations de projets. Les trois équipes d'appui aux programmes de pays présentes dans la région de l'Asie et du Pacifique ont fourni à cet effet une gamme complète de services techniques. Les opérations de suivi ont parfois posé quelques problèmes; c'est ainsi que le bureau pour le Pacifique Sud a signalé qu'en raison du taux de rotation élevé du personnel affecté aux projets et de l'absence de personnel qualifié, il n'a pas toujours été possible de recevoir en temps voulu les rapports financiers, ce qui a quelque peu compliqué le suivi. Le FNUAP s'emploie, en collaboration avec les gouvernements et les organismes d'exécution, à remédier à ces problèmes. Le Pakistan compte parmi les pays qui, grâce à la présence dynamique et aux activités fréquentes d'équipes de surveillance mixtes composées de représentants du FNUAP et du Gouvernement, ont pu accomplir d'importants progrès pour ce qui concerne le suivi des centres de prestation de services. L'importance accordée au suivi a eu des résultats qui se reflètent très nettement dans la planification des programmes de pays que le Conseil d'administration a récemment approuvés. C'est ainsi qu'au Viet Nam, le FNUAP aidera, en tirant parti des expériences passées, à améliorer les aptitudes à la gestion des autorités concernées, en dispensant une formation sur mesure aux fonctionnaires vietnamiens devant participer à l'exécution du cinquième programme de pays. Les bureaux du siège du FNUAP ont établi en 1997, en consultation avec les bureaux d'appui et les équipes d'appui de pays, un calendrier de suivi afin de renforcer ce type d'activités durant l'année à venir.

44. Parmi les activités menées à l'échelon régional, on citera la mise en commun, en collaboration avec les organisations régionales, de données d'expérience acquises dans le cadre de la coopération Sud-Sud. C'est ainsi que le FNUAP a collaboré avec l'Organisation de coopération économique (OCE) à deux importantes conférences régionales sur la santé en matière de reproduction, dont la première s'est tenue à Islamabad (Pakistan) et la deuxième à Almaty (Kazakstan), et qui ont chacune rassemblé plus de 100 participants de 10 États membres. Le FNUAP a également aidé la Banque mondiale, sur la demande de cette dernière, à organiser, en République islamique d'Iran, un voyage d'étude international sur la santé en matière de reproduction auquel ont participé des ressortissants d'Afrique francophone de l'Ouest et de pays d'Asie centrale qui ont pu échanger des idées et discuter de l'exécution des programmes de santé en matière de reproduction et des moyens d'intégrer ce type de prestations aux systèmes de soins de santé primaires.

Amérique latine et Caraïbes

45. En 1996, plusieurs programmes de pays pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont pris fin ou devaient être conduits pour des périodes de courte durée. Dans tous les cas, l'objectif était de s'assurer que les ressources financières limitées dont on disposait avaient bel et bien aidé à sensibiliser les populations qui en avaient le plus besoin et que les activités avaient aidé les pays où des programmes étaient exécutés à poursuivre les efforts qu'ils déployaient pour atteindre les objectifs de la Conférence mondiale sur la population et le développement. Pour ce faire, on a privilégié de façon beaucoup plus nette les zones géographiques prioritaires ainsi qu'un ou plusieurs des secteurs prioritaires – les pauvres, les adolescents et les

groupes autochtones –, qui parfois se recoupaient et qui ont été les premiers à bénéficier des services offerts et des informations diffusées. Certains problèmes liés à la qualité des services, tels que la nécessité de prendre en considération les sexospécificités et les spécificités ethniques, ont bénéficié d'une attention toute particulière. L'éducation sexuelle et les services offerts aux adolescents ont figuré en bonne place dans tous les programmes pour 1996 et compteront parmi les principales activités de coopération du FNUAP lors du prochain cycle de programmation.

46. Des progrès ont également été accomplis sur le plan législatif. C'est ainsi qu'en 1995, le Guyana a adopté des lois qui devraient aider à réduire les taux de mortalité liée à la maternité avec l'appui de programmes du FNUAP en 1996. La Bolivie a de son côté adopté des textes qui touchent à différents domaines et qui visent à améliorer la condition féminine. Au Pérou, le Gouvernement a créé un nouveau ministère, le Ministère de la promotion de la femme et du développement humain, qui a été chargé du dossier de la population. L'Équateur a également adopté une loi contre la violence au sein de la famille et l'Argentine est en train de débattre activement d'un projet de loi visant à encourager la procréation responsable.

47. L'objectif qui consiste à intégrer au système actuel de soins de santé primaires d'anciens programmes verticaux qui auparavant utilisaient le modèle santé maternelle et infantile/planification de la famille et s'inscrivaient dans le cadre de programmes complets de santé en matière de reproduction est encore loin d'être atteint, bien que depuis la Conférence mondiale sur la population et le développement, voire avant, des efforts en ce sens aient été faits dans l'ensemble de la région. En 1996, à mesure que de nouveaux programmes étaient élaborés, on s'est attaché à rendre opérationnel l'objectif décrit ci-dessus, en veillant à ce que les autorités centrales élaborent des normes et orientent le processus, même si par souci d'efficacité le gros des ressources a été distribué par la voie de circuits locaux.

48. Le Mexique, premier pays d'Amérique latine et des Caraïbes à avoir officiellement institutionnalisé le concept de santé en matière de reproduction dans le cadre de son système de santé publique, a fait un effort marqué pour intégrer, avec l'appui du FNUAP et d'autres organismes, les problèmes de sexospécificité dans son programme. En Haïti, conscient du fait que le passage du stade de l'aide humanitaire à celui du développement à long terme pouvait être très rapide, le Fonds a mis au point un programme de plus courte durée (trois ans) dont les principaux objectifs prioritaires sont les suivants : réduction des taux de mortalité liée à la maternité et des taux de contamination par les maladies sexuellement transmissibles (MST), notamment le VIH/sida. En République dominicaine, le nouveau programme vise à faciliter la réalisation des objectifs visés à la Conférence mondiale sur la population et le développement, en concentrant les ressources dans les régions du pays qui en ont le plus besoin, et en cherchant à mieux intégrer les problèmes de sexospécificité et les aspects socioculturels. Le programme vise aussi à réduire les taux de mortalité liée à la maternité ainsi que le nombre de grossesses non désirées chez les adolescentes et à aider à l'élaboration d'une politique nationale de la population. À Cuba, le FNUAP axera son aide sur l'éducation sexuelle et la distribution de contraceptifs afin que les progrès réalisés dans le passé ne soient pas compromis par la détérioration de la situation économique. Vu que

dans la plupart des pays de la région la tendance est à la décentralisation, les programmes tendent de plus en plus à associer les autorités locales, telles que la municipalité de Quito (Équateur) et les autorités locales au Mexique.

49. Au Honduras, la publication des résultats d'une étude socioculturelle conduite dans le cadre d'un projet sur la santé des femmes et les risques liés à la procréation a impulsé les efforts visant à améliorer la qualité des services de santé en matière de reproduction. Des ateliers, séminaires et manifestations médiatiques destinés à mieux sensibiliser le public aux problèmes de santé en matière de reproduction et aux indicateurs connexes ont été organisés. Au Paraguay, un certain nombre de travaux de recherche socioculturels et statistiques ont permis d'identifier les facteurs qui empêchaient les femmes autochtones, les femmes des campagnes et les adolescents d'exercer les droits qui étaient les leurs dans le domaine sexuel et en matière de procréation. Ces travaux seront publiés afin de mieux sensibiliser les décideurs aux objectifs prioritaires qui avaient été définis lors de la Conférence mondiale sur la population et le développement. Au Paraguay également, le Gouvernement a approuvé un plan national de planification familiale et de santé en matière de reproduction et a créé, en 1996, un conseil national qui s'occupera de ces problèmes.

50. Un projet régional exécuté en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (PAHO) a permis de mettre au point, à l'intention des administrateurs de santé publique, un programme de formation à la gestion axé sur la santé en matière de reproduction. En outre, trois établissements de formation situés au Brésil, au Costa Rica et au Venezuela ont dispensé une formation à des administrateurs de santé publique de la République dominicaine, du Honduras et du Paraguay. Cette formation a permis de développer les aptitudes à entreprendre des réformes d'ordre institutionnel et à modifier la nature des services offerts qui, auparavant conçus suivant un modèle vertical, devraient désormais se présenter sous forme de programmes tenant compte des sexes et fondés sur une approche axée sur la santé en matière de reproduction. En Équateur et au Nicaragua, les secteurs auxquels le FNUAP offre un appui pour la fourniture de services et la diffusion d'informations dans le domaine de la santé en matière de reproduction sont maintenant plus étendus et incluent désormais les forces armées qui comptent tout un réseau de centres de prestations situés dans les zones d'accès difficile.

51. Dans les écoles, comme dans les structures éducatives parallèles conçues pour les jeunes non scolarisés (actuellement plus de 30 % de la population d'âge scolaire), les stratégies en matière d'information, d'éducation et de communication (IEC) sont demeurées un élément important des efforts entrepris en 1996 au titre du programme. Dans la région, les cours de sensibilisation aux problèmes de population qui sont donnés dans les écoles figurent depuis longtemps parmi les activités bénéficiant de l'appui du FNUAP, et c'est en partie grâce à ces efforts que l'on envisage actuellement, dans le cadre des réformes éducatives en cours, d'inclure une initiation aux problèmes de population dans les programmes scolaires. Les cas de la Bolivie, du Chili et de la République dominicaine méritent d'être cités à cet égard.

52. En 1996, des efforts novateurs ont été déployés pour atteindre les jeunes, par l'intermédiaire des ONG et de programmes de sensibilisation décentralisés.

En Colombie, au Mexique et au Venezuela, le FNUAP a aidé à mettre au point des approches novatrices à la fois décentralisées et axées sur la coopération avec les établissements scolaires; dans certains cas, les gouvernements ont repris ces formules et s'en sont inspiré. Au Venezuela, une approche élaborée avec le concours du FNUAP a été incorporée à une série de projets financés par la Banque interaméricaine de développement qui portaient sur le secteur social.

53. En El Salvador, le nouveau programme a fait une place toute particulière aux activités d'information, d'éducation et de communication, car l'on s'est rendu compte que si l'utilisation des contraceptifs n'augmentait pas, c'était notamment parce que la population n'avait pas assez d'éléments pour prendre des décisions concernant cet aspect aussi important de son existence. En Équateur, les activités d'information, d'éducation et de communication sont exécutées dans le cadre d'une approche novatrice qui tend à associer la population locale aux activités scolaires pour que les jeunes et leurs parents soient plus aisément accessibles.

54. Le nouveau programme pour Cuba donne notamment la priorité aux activités suivantes : information des adolescents et renforcement des services de santé en matière de reproduction, en vue de réduire le nombre d'avortements et de grossesses précoces, domaine considéré depuis longtemps comme prioritaire par le FNUAP. Les deux projets qui ont été approuvés en 1996 ont pour but d'aider à inclure l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires officiels (il s'agit là de la première initiative tendant à ce que l'éducation sexuelle fasse partie des programmes d'éducation nationale) et à appuyer le programme national de planification familiale et de santé en matière de reproduction, grâce à la distribution de contraceptifs. Conformément aux priorités qui avaient été définies à la Conférence mondiale sur la population et le développement, ce dernier projet est axé sur les groupes à haut risque et les campagnes de sensibilisation aux problèmes du VIH/sida. Pour mieux faire connaître les objectifs prioritaires qui avaient été définis à la Conférence mondiale sur la population et le développement, on a fait appel aux médias et en particulier à la télévision; au nombre des autres activités menées dans ce domaine, on citera la production de tee-shirts préconisant l'utilisation de préservatifs.

55. En République dominicaine, on a créé l'an dernier, pour améliorer les services d'information et de communication et mieux servir les adolescents, un groupe interinstitutionnel chargé de coordonner des activités dans ce domaine et de faire en sorte que les ressources soient utilisées au mieux. Le FNUAP a contribué à l'ouverture de trois nouveaux centres qui offriront des services de santé intégrés aux adolescents et mettront à jour les normes de santé en matière de reproduction qui sont en vigueur dans le pays. Un projet novateur a permis d'associer des intervenants non traditionnels, tels que les chauffeurs de taxi, les guérisseurs et les coiffeurs, aux activités de sensibilisation qui touchent la santé en matière de reproduction, telles que la prévention des MST et du sida, la promotion d'une parenté responsable et la planification familiale.

56. À Sainte-Lucie, le FNUAP appuie actuellement, par l'intermédiaire du programme régional, des activités novatrices auxquelles participent les parents, les enseignants, la communauté et les médias et qui visent à développer des services qui soient accueillants pour les adolescents, à promouvoir l'éducation sexuelle et encourager les comportements sexuels responsables. Au Honduras, le

FNUAP a également offert, dans le cadre des réformes éducatives en cours dans le pays, une assistance technique pour l'élaboration de programmes éducatifs et de manuels scolaires officiels.

57. Dans tous les pays, l'assistance offerte par le FNUAP a pour objectif ultime de renforcer les capacités nationales. Lors du processus de programmation qui a eu lieu en 1996, on a éclairci davantage les directives de manière à améliorer l'évaluation des capacités institutionnelles et à pouvoir identifier un plus grand nombre de partenaires nationaux. Au Guatemala, le renforcement des moyens dont disposait le pays pour mieux connaître et mieux comprendre les problèmes de population qui se posaient dans les conditions qui étaient celles du processus de paix a constitué l'une des toutes premières priorités des travaux du FNUAP. En République dominicaine, le FNUAP a appuyé le renforcement et la décentralisation du système national d'information sur le problème de la population. Une assistance technique a été offerte par l'Équipe d'appui aux pays qui a effectué plusieurs missions à cet effet, et 11 personnes ont participé à différents modules de formation tenus à Mexico dans le cadre du Programme de coopération Sud-Sud.

58. À Cuba, le FNUAP a fourni une assistance technique pour le renforcement des institutions nationales. Il a aidé le Bureau national de statistique à améliorer ses systèmes de collecte de données et le Ministère de l'éducation à mettre en oeuvre un programme national d'éducation sexuelle, grâce à une assistance technique fournie par l'intermédiaire de l'Équipe d'appui aux pays. Il a également offert au Ministère de la santé publique, dans le cadre d'activités de coopération Sud-Sud, une aide financière et technique, pour la construction d'une usine de contraceptifs oraux devant permettre d'accroître la quantité de contraceptifs disponibles dans le pays.

59. L'année 1996 a vu se renforcer l'appui déjà très important que le FNUAP offre à de nombreux groupes d'ONG de la région, tout particulièrement aux réseaux d'ONG qui s'occupent des femmes et de la santé. Une bonne partie des ressources financières allouées au titre du programme régional ont été distribuées par l'intermédiaire des ONG. En Haïti, le Fonds a participé aux côtés de la communauté internationale à un programme d'aide humanitaire d'urgence, et a étendu le champ de ses activités aux domaines de la population, du développement et de la démarginalisation des femmes. Durant la période de relèvement d'urgence, l'exécution du programme s'est faite grâce aux ONG internationales. La qualité des prestations fournies par ces organisations et le taux de mise en oeuvre des projets qu'elles ont exécutés ont été très satisfaisants. Si, durant cette période difficile, il a été possible d'étendre des services de santé en matière de reproduction, c'est grâce au transfert massif de savoir-faire et de fonds dont a bénéficié le secteur des ONG. La stratégie d'ensemble du prochain programme est axé sur l'objectif consistant à renforcer les capacités nationales à tous les niveaux en tirant parti du potentiel actuel des ONG.

60. Au Honduras, les ONG ont exécuté plusieurs projets qui touchaient aux domaines de la santé en matière de reproduction et des problèmes des femmes; certaines de ces ONG ont bénéficié d'une assistance technique et reçu une formation à la gestion. En outre, certains représentants et membres d'ONG ont reçu une formation à la santé en matière de reproduction et à l'éducation

sexuelle, qui devrait leur permettre de contribuer plus efficacement à la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence mondiale sur la population et le développement. Cette stratégie de formation novatrice devrait permettre de garantir la viabilité du processus en cours. Il en a été de même en République dominicaine où des activités novatrices touchant au secteur de la santé en matière de reproduction ont été menées avec le concours de plusieurs ONG. Au Paraguay, les femmes et d'autres ONG du secteur privé ont participé activement, en 1996, à des activités de plaidoyer ainsi qu'à des travaux de recherche qui visaient à étudier dans quelle mesure les méthodes de planification familiale étaient connues et utilisées dans les zones rurales.

61. Sur 17 programmes de pays, huit (concernant la Bolivie, les Caraïbes, El Salvador, l'Équateur, Haïti, le Mexique, le Pérou et la République dominicaine) ont donné lieu à des missions d'analyse des programmes et d'évaluation des stratégies et un examen final de programme a eu lieu à Cuba. On citera en particulier à ce propos les cas de Cuba et du Mexique où de nouveaux programmes ont été élaborés dans le cadre d'une méthode logique de planification participative orientée vers des objectifs bien précis (méthode ZOOP) qui devrait permettre d'améliorer les processus de suivi et d'évaluation. Des examens à mi-parcours des programmes de pays ont eu lieu au Nicaragua et en Colombie.

62. Près de 65 % de tous les programmes de pays ont fait l'objet d'un examen intégral qui a porté notamment sur leurs composantes projets, et s'est fait par l'intermédiaire de missions d'analyse des programmes et d'évaluation des stratégies, d'examens à mi-parcours et d'évaluations finales. D'autres pays entreprendront des activités analogues en 1997. Dans certains pays, les projets avaient déjà fait l'objet d'une évaluation antérieure ou étaient trop petits pour qu'une évaluation d'ensemble se justifie. En pareil cas, les examens tripartites et les suivis auxquels procèdent les représentants du FNUAP permettent de suivre les progrès réalisés à moindres frais (lorsqu'il n'existe pas de programmes de pays ou que le plafond des ressources allouées à un pays donné est très bas, par exemple en Argentine, au Belize, au Chili et au Venezuela).

Programmes interrégionaux

63. Le nouveau cycle du programme international du FNUAP a été entamé en 1996 et ira jusqu'en 1999. Le FNUAP suivra de près les activités du programme au fur et à mesure de son avancement en mettant à profit l'expérience acquise. Étant donné qu'il s'agit du premier cycle de programmation qui fait suite à la Conférence internationale sur la population et le développement, la plupart des activités ont été consacrées à l'élaboration des stratégies liées aux trois domaines prioritaires du Fonds qui ont été définies par le Conseil d'administration dans sa décision 95/15, à savoir la santé en matière de reproduction, y compris la planification familiale et l'hygiène sexuelle, les stratégies relatives à la population et au développement et les activités de plaidoyer.

64. S'agissant de la santé en matière de reproduction, plusieurs organisations, notamment l'OMS, le Conseil de la population, UNIFEM, le Programme de technologie sanitaire appropriée (PATH), l'Organisation japonaise de coopération

internationale dans le domaine de la planification de la famille et l'ONUSIDA, collaborent avec le FNUAP pour concrétiser les objectifs stratégiques fixés dans ce domaine par la Conférence internationale sur la population et le développement. Ces activités portent sur : a) la recherche et la mise au point de nouvelles méthodes de régulation de la fécondité; b) la mise au point de directives, méthodologies et approches pratiques pour renforcer les programmes et les services dans le domaine de la santé en matière de reproduction; c) la conception et la mise à l'essai d'interventions dans le domaine de santé en matière de reproduction au niveau des services de soins de santé primaires qui soient à la fois efficaces et rentables; et d) la promotion de la notion de santé en matière de reproduction en tant qu'approche globale à la santé et au bien-être des femmes, des hommes et des adolescents.

65. Conformément à son programme international dans le domaine de la santé en matière de reproduction, le FNUAP a continué d'appuyer les activités menées dans le cadre de l'Initiative mondiale relative aux besoins en matière de contraception et de gestion logistique dans les pays en développement. C'est ainsi que plusieurs actions ont été menées pour aider les pays en développement à mieux évaluer leurs besoins en matière de contraception et à renforcer leurs systèmes logistiques dans ce domaine. Onze études approfondies ont été menées au cours de la première série d'évaluation (Bangladesh, Brésil, Égypte, Inde, Mexique, Népal, Pakistan, Philippines, Turquie, Vietnam et Zimbabwe); une douzième étude, celle du Nigeria, n'a pu être menée à bien en raison d'une grève nationale. Ces études ont porté sur l'utilisation des contraceptifs et l'estimation des besoins pour les 10 prochaines années; l'évaluation des capacités de gestion logistique; les possibilités de production de contraceptifs; l'estimation des besoins en préservatifs dans le cadre de la prévention des maladies sexuellement transmissibles et du sida; l'analyse des sources de financement et de l'utilisation des fonds pour l'acquisition des moyens contraceptifs; et la possibilité de faire participer les ONG et le secteur privé à la fourniture des services en matière de planification familiale compte tenu des contraintes existantes.

66. À la fin de la première série d'études, plusieurs autres gouvernements ont décidé de mener des études similaires. Ce fut le cas en Haïti, en République dominicaine et au Maroc en 1995-1996, tandis que l'Éthiopie a réalisé, début 1997, une étude avec la collaboration technique de l'Initiative mondiale. Des études de suivi ont également été effectuées en Inde en 1995 et au Pakistan en 1996. Comme il a été indiqué dans la première partie du présent rapport, l'Initiative mondiale a également organisé une formation en gestion logistique pour améliorer les compétences techniques des pays et a mis au point une base de données portant sur tous les contraceptifs offerts par les principaux donateurs depuis 1990.

67. Le FNUAP a également continué à encourager la coopération Sud-Sud dans le domaine de la santé en matière de reproduction. Ainsi, il a notamment distribué à tous ses bureaux de pays et à son personnel des services extérieurs un document qui définit la stratégie du Fonds et préconise de recourir, autant que faire se peut, à ce type de coopération. Il a également continué à fournir une aide financière et technique aux Partenariats au service de la population et du développement, organisation intergouvernementale créée par 10 pays pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans le domaine de la santé en matière de

reproduction. Le secrétariat de cette nouvelle organisation a été établi à Dacca (Bangladesh) et doté du personnel nécessaire. D'importants projets ont été lancés pour appuyer les centres d'excellence de l'Indonésie, du Mexique, de la Thaïlande et de la Tunisie pour renforcer les échanges Sud-Sud. Ces centres offrent l'occasion au personnel d'autres pays en développement de s'initier et de se former et proposent des services consultatifs pour la mise au point de nouvelles initiatives et approches dans le domaine de la santé en matière de reproduction.

68. S'agissant des stratégies relatives à la population et au développement, le Fonds a appuyé les activités visant à promouvoir la mise au point et l'utilisation de nouvelles méthodes de collecte, de traitement et de diffusion des données, notamment à travers la participation aux initiatives de l'Équipe spéciale du Système commun de données, du Système de gestion de l'information économique et sociale des Nations Unies (UNESIS) et du Système de données sociales nationales de base qui préconise l'utilisation d'une base de données normalisée sur les indicateurs socio-économiques aux niveaux national et local. Se fondant sur l'expérience acquise, le FNUAP a aidé la Division de statistique et la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'ONU à organiser et actualiser des bases de données sur les femmes, la population et le développement. Il a également continué d'apporter son appui au Réseau d'information en matière de population (POPIN) qui assure l'appui technique nécessaire à la coopération et à la coordination entre les réseaux d'information en matière de population.

69. Dans le cadre de son programme interrégional, le FNUAP fournit une assistance à l'UNESCO et à la Société internationale pour le développement qui mènent chacune de son côté, des travaux de recherche socioculturelle sur les meilleurs moyens de traduire dans les faits la notion de santé en matière de reproduction. Les recherches de l'UNESCO portent sur les facteurs socioculturels qui influent sur la démographie et leurs conséquences pour la formulation et l'exécution des politiques et programmes en matière de population. La Société internationale pour le développement s'intéresse, quant à elle, à la santé en matière de reproduction, à la démarginalisation des femmes et à la politique en matière de population. Des recherches sont également menées avec l'appui du Fonds par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) sur l'intégration du facteur population et environnement aux stratégies de développement durable. D'autres recherches sur les liens entre la population et le développement sont également en cours avec la participation de certaines organisations comme l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), la FAO et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

70. Le Programme mondial de formation en matière de population et de développement constitue un volet important des activités liées aux stratégies relatives à la population et au développement. C'est ainsi qu'une réunion des directeurs du programme s'est tenue en 1996 pour examiner la poursuite de la mise en oeuvre des recommandations de la mission d'évaluation de 1995 et mettre au point de nouvelles modalités pour mieux intégrer au Programme mondial de formation le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. La principale activité du Programme mondial de formation consiste à organiser des stages de neuf mois complétés par d'autres

activités de formation organisées par les différents centres. On envisage de recruter à l'avenir davantage de stagiaires dans les différentes régions de chaque pays et parmi les membres des ONG. Les participants à la réunion ont également proposé des stratégies visant à renforcer la viabilité à long terme des centres de formation et ont préconisé l'utilisation d'Internet pour renforcer l'échange d'informations entre les centres et le FNUAP.

71. En ce qui concerne les activités de plaidoyer, l'objectif premier du FNUAP consiste à renforcer et à élargir l'appui à ses activités prioritaires. Plusieurs organisations, notamment le Conseil de la population, UNIFEM et le Centre pour le développement et les activités de population ont participé à la mise au point de nouveaux outils de formation et de promotion pour sensibiliser le public à certaines questions comme l'éducation des filles, les besoins des adolescents et l'importance de la participation des hommes. Le Fonds a également collaboré avec l'OIT dans le cadre d'un projet visant à sensibiliser les partenaires de l'Organisation dans le monde du travail à certaines questions comme la responsabilité familiale, l'égalité entre les sexes et la santé en matière de reproduction, et à les aider à élaborer des programmes en ce sens.

72. Le FNUAP fournit un appui à plusieurs ONG et organes d'information qui diffusent des données relatives à la population et à la santé en matière de reproduction. Il s'agit notamment de l'Institut de la population qui dispose d'un programme de publication et organise la Semaine mondiale de sensibilisation; du Conseil de la population qui publie Population and Development Review; de l'Institut Alan Guttmacher avec sa revue intitulée International Family Planning Perspectives; de Planet 21 qui publie une revue trimestrielle intitulée People and the Planet; et de Earth Times, publication qui s'intéresse principalement aux questions de population et de développement.
